

Les engagements allemands ouvrent la voie au TGV Est

by La Tribune - lundi, août 30, 1999

<https://www.correspondances.fr/les-engagements-allemands-ouvrent-la-voie-au-tgv-est/>

Le ministère allemand des Transports confirme un investissement de 175 millions d'euros pour raccorder l'ICE allemand au TGV français. La Lorraine mise sur sa position stratégique sur le réseau ferroviaire à grande vitesse européen en 2006.

Le président du conseil général de la Moselle, Philippe Leroy (RPR), affichait une sérénité retrouvée jeudi dernier à l'issue de sa rencontre à Sarrebruck avec le ministre-président de la Sarre, Reinhardt Klimmt et le ministre allemand des Transports, Franz Müntefering. En confirmant un investissement de 343 millions de deutsche marks (175 millions d'euros, 1,150 milliard de francs) pour aménager la ligne ICE de Sarrebruck à Kaiserslautern, puis de 70,5 millions d'euros pour le parcours Kaiserslautern-Mannheim d'ici à 2006, le gouvernement fédéral social-démocrate entérine en effet les engagements pris par Helmut Kohl en 1995.

Militant de longue date de la coopération transfrontalière, Philippe Leroy n'a jamais ménagé son soutien à l'ex-ministre-président sarrois Oskar Lafontaine, puis à son successeur Reinhardt Klimmt, pour valider un tracé grande vitesse desservant la Moselle et la Sarre.

Le principe d'une gare TGV à Baudrecourt (Moselle) pour permettre un prolongement vers l'Allemagne, via Forbach et Sarrebruck, n'a été acquis que fin 1998. Mais le changement de gouvernement intervenu en septembre dernier en Allemagne, suivi du départ d'Oskar Lafontaine - qui n'avait cessé de défendre les intérêts sarrois dans ses fonctions de ministre fédéral de l'Economie et des Finances - et enfin l'annonce de coupes drastiques dans le budget fédéral des transports, avaient ravivé des inquiétudes mosellanes et sarroises quant à l'avenir de cette liaison transeuropéenne.

Assurances

Les assurances données par Franz Müntefering confortent le montage financier sur lequel l'Etat français s'est engagé en février dernier après quatorze ans d'atermoiement. Trois cents kilomètres de lignes nouvelles seront construits entre Vaires (Seine-et-Marne) et Baudrecourt pour un investissement total de 20,5 milliards de francs (3,13 milliards d'euros) : 4,7 milliards de francs (720 millions d'euros) à charge de la SNCF et de Réseau Ferré de France (RFF), et 15,8 milliards de francs (2,41 milliards d'euros) répartis entre l'Etat français (8 milliards de francs, 1,22 milliard d'euros), l'Union européenne (2,1 milliards de francs, 320 millions d'euros), le Luxembourg (800 millions de francs, 121,9 millions d'euros), les régions Ile-de-France (500 millions de francs, 76,22 millions d'euros), Champagne-Ardenne (850 millions de francs, 129,6 millions d'euros), Alsace (1,85 milliard de francs, 280 millions d'euros) et Lorraine (1,7 milliard de francs, 260 millions d'euros). Les premiers appels d'offres pour les acquisitions de données (sondages géotechniques, investigations topographiques et hydrauliques) lancés en juillet sous la maîtrise d'ouvrage de RFF portent sur 70 millions de francs (10,67 millions d'euros). Les prochains lots seront attribués courant septembre.